

## I- Les relations extérieures du Canada

Manon Tessier

Volume 26, numéro 4, 1995

Multilatéralisme et sécurité régionale

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703529ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703529ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Tessier, M. (1995). I- Les relations extérieures du Canada. *Études internationales*, 26(4), 819–835. <https://doi.org/10.7202/703529ar>

# Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec

Manon TESSIER\*

## I – Les relations extérieures du Canada

(juillet à septembre 1995)

### A — Aperçu général

Le discours du gouvernement canadien s'est concentré, ce trimestre, sur les thèmes connexes de la diplomatie préventive et de la réponse de l'ONU en cas de conflit. Ses efforts diplomatiques ont principalement porté sur la préparation, la présentation et le suivi entourant le dépôt, à l'Assemblée générale des Nations Unies, de son rapport sur la capacité de réaction rapide onusienne. Le Canada a aussi prouvé son intérêt dans ces domaines en étant l'hôte de la première conférence internationale de la Francophonie sur la diplomatie préventive. D'autre part, les efforts diplomatiques canadiens ont également trouvé un écho positif au sein de l'ONU qui annonça en juillet l'adoption d'une nouvelle convention sur la pêche hauturière.

### B — Les politiques de défense

#### 1 – Désarmement et contrôle des armements

L'ambassadeur du Canada pour le désarmement, M. Mark Moher, a dirigé la délégation canadienne participant au premier examen officiel de la Convention sur certaines armes classiques qui étudiera entre autres l'emploi des mines terrestres. Le Canada s'efforcera durant cette conférence qui débutait à Vienne le 25 septembre de faire adopter des propositions susceptibles de rendre plus contraignant le cadre légal sur l'exportation et l'utilisation de ces mines et étendront le champ d'application de la Convention aux conflits internes. Le Canada s'efforcera également d'obtenir que les nouvelles mines soient munies d'un système de détection et d'auto-destruction<sup>1</sup>.

---

\* Chercheure, Institut québécois des hautes études internationales, Québec.

1. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 174*, 25 septembre 1995 ; *Le Devoir*, 25 septembre 1995, p. A1.

D'autre part, le 26 septembre, le ministre des Affaires étrangères du Canada déposa auprès du Secrétaire général de l'ONU l'instrument de ratification canadien concernant la Convention sur les armes chimiques. Ottawa poursuivra ses préparatifs en vue de l'entrée en vigueur de cette convention prévue en 1996<sup>2</sup>.

## 2 – Autres questions

En août, le gouvernement fédéral a décidé de faire l'acquisition de matériel de transport pour les Forces armées canadiennes<sup>3</sup>. Dans un premier temps, il achètera 240 nouveaux véhicules de transport de troupes blindés, au coût de \$800 millions, puis aura la possibilité d'acquérir 651 autres véhicules à une date ultérieure tout en les payant au prix actuel. Le ministre de la Défense envisageait également d'autres acquisitions militaires dont l'achat prioritaire d'hélicoptères de recherche et de sauvetage<sup>4</sup>. Une annonce dans ce dossier serait faite avant la fin de l'année financière. Quant au remplacement des sous-marins de classe Oberon par des sous-marins britanniques de classe Upholder, la réponse canadienne se faisait toujours attendre. Le secrétaire d'État aux forces armées de Grande-Bretagne précisa, en septembre, lors d'un séjour à Ottawa, que l'offre de son pays était toujours valide<sup>5</sup>.

Par ailleurs, le ministre canadien de la Défense participa, du 24 au 26 juillet, à la première conférence des ministres de la défense de l'hémisphère occidental. L'objectif du Canada à cette réunion consistait à promouvoir la démocratie et les relations entre civils et militaires et à encourager une coopération concrète entre les 34 membres de l'Organisation des États américains<sup>6</sup>.

## C — Les politiques économiques et commerciales

Les négociateurs canadiens, américains, mexicains et chiliens se sont rencontrés à Washington en août pour discuter des modalités entourant l'adhésion du Chili à l'ALENA<sup>7</sup>. Ces négociations, qui se déroulent plus lentement que prévu en raison des réticences du Congrès américain d'accorder à l'Administration le pouvoir de négocier suivant une procédure accélérée, seraient également retardées par le désir des Américains de renégocier certaines clauses de l'accord dont les droits de propriété intellectuelle. Une telle éventualité ne plaît pas aux Canadiens qui rejettent l'idée de rouvrir le texte de

2. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 177*, 26 septembre 1995.

3. Ministère de la Défense nationale, *Communiqué no NR-95-034*, 16 août 1995; *The Globe and Mail*, 17 août 1995, pp. A1-A2; *Le Devoir*, 17 août 1995, p. A4.

4. *The Globe and Mail*, 10 août 1995, p. A4; *Le Devoir*, 10 août 1995, p. A2.

5. *Le Devoir*, 22 septembre 1995, p. A2; voir *The Globe and Mail*, 2 août 1995, p. A4.

6. Ministère de la Défense nationale, *Communiqué no NR-95-033*, 21 juillet 1995.

7. *The Globe and Mail*, 7 août 1995, pp. B1-B3, 24 août 1995, pp. B1-B6, 25 août 1995, p. B3, 2 septembre 1995, pp. B1-B5 et 12 septembre 1995, p. B2.

l'ALENA. Le Canada considère de plus que ces négociations constituent un «test» qui, s'il échouait, menacerait de miner l'élan donné récemment à l'établissement d'une zone de libre-échange des Amériques<sup>8</sup>.

D'autre part, la Commission de l'environnement de l'ALENA a reconnu en septembre aux trois pays signataires du traité le droit de réduire leurs exigences environnementales si ce geste est conforme aux processus légaux. Cette décision, qui est survenue à la suite d'une plainte déposée par des groupes environnementalistes, devrait faire jurisprudence<sup>9</sup>.

## D — Les politiques d'immigration

En réponse à un appel lancé par le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Canada accepta en août d'accueillir 500 autres réfugiés de l'ancienne Yougoslavie, ce qui porte à 16 500 le nombre de personnes accueillies par le Canada en provenance de cette région<sup>10</sup>. Par ailleurs, afin de contrôler un afflux d'immigrants clandestins, le gouvernement canadien décida d'imposer, en juillet, un visa de visiteur aux citoyens du Venezuela<sup>11</sup>, tandis que l'exigence d'un tel visa était levée en août pour les citoyens de la Slovénie. Les autorités canadiennes et slovènes ont aussi signé, ce trimestre, deux ententes, l'une visant à enrayer l'immigration clandestine, l'autre, à faciliter le renvoi des personnes contrevenant aux lois de l'immigration<sup>12</sup>.

## E — Organisations et rencontres internationales

### 1 — L'ONU

Ce trimestre, l'amélioration de la capacité de réaction rapide de l'ONU a été au cœur de la diplomatie canadienne dont l'action a culminé avec le dépôt de son étude sur ce sujet, fruit d'une année de travail. Pour faire la promotion de cette étude et recueillir des appuis, le chef de la diplomatie canadienne, M. André Ouellet, effectua, avant de participer à la 50<sup>e</sup> Assemblée générale de l'ONU, des visites éclair en Russie, en Lettonie, en Norvège, en Suède, au Danemark, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas<sup>13</sup>.

Déposée le 26 septembre devant l'Assemblée générale, l'étude canadienne intitulée: «Les opérations de paix de l'ONU: vers une capacité de réaction rapide», développe comme pierre angulaire le concept de «groupes

8. Voir Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration no 95/46*, 13 août 1995.

9. *Le Devoir*, 27 septembre 1995, p. A6.

10. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué no 95-15*, 9 août 1995.

11. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué no 95-12*, 28 juillet 1995; *The Globe and Mail*, 2 août 1995, p. A5.

12. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué no 95-13*, 28 août 1995.

13. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 154*, 30 août 1995.

d'avant-garde<sup>14</sup>». Cette approche permettrait à l'ONU de constituer une force multifonctionnelle d'au plus 5 000 militaires et civils pouvant être déployée rapidement sous l'autorité d'un état-major opérationnel. Cet état-major opérationnel se veut une nouvelle structure qui viendrait combler une lacune du système actuel. Le soutien logistique des unités nationales étant planifié au préalable, le déploiement d'une mission de paix ne se compterait plus en nombre de mois mais plutôt en nombre de semaines, trois ou quatre au maximum.

L'étude contient aussi 21 recommandations que le Canada décrit comme pratiques, réalisables, peu coûteuses et ne nécessitant pas de modification à la Charte des Nations Unies. Parmi celles-ci, on retrouve :

- au niveau politique, la création d'un Comité des pays fournisseurs de troupes ce qui assurerait une plus grande implication de ces derniers.
- au niveau financier, la mise en place d'un budget unique et le doublement des montants du Fonds de réserve ;
- au niveau stratégique, un renforcement des structures du Secrétariat de l'ONU (rôle du Conseiller militaire, du Département des opérations de maintien de la paix, etc.) ;
- au niveau tactique, la mise à jour d'une banque d'experts (policiers, conseillers juridiques, observateurs, etc.) pour les missions d'urgence.

À plus long terme, le Canada suggère aussi cinq autres mesures, celles-ci plus ambitieuses. Il propose notamment à l'ONU d'envisager la création d'une force de police civile permanente, l'établissement d'états-majors régionaux et la mise sur pied d'un Groupe d'urgence permanent. Le déploiement d'un tel Groupe, formé de volontaires professionnels, ne nécessiterait pas la consultation des autorités nationales ce qui assurerait une réaction onusienne ultra-rapide, c'est-à-dire dans les heures suivant une décision du Conseil de sécurité.

Le lendemain du dépôt de cette étude, le ministre canadien des Affaires étrangères et son homologue des Pays-Bas, M. Hans Van Mierlo, étaient les hôtes d'une rencontre consacrée à ce sujet et réunissant les ministres de l'Australie, du Danemark, de la Nouvelle-Zélande, du Sénégal, du Nicaragua, de l'Ukraine et de la Jamaïque. À l'issue de cette rencontre, M. Ouellet a qualifié de «très positives» les réactions recueillies à l'égard du contenu de l'étude canadienne. Pour faire progresser ce dossier, notamment auprès des grandes puissances, le Canada et les Pays-Bas ont annoncé la création d'un groupe dit «Les Amis de la réaction rapide<sup>15</sup>».

14. Gouvernement du Canada, *Les opérations de paix de l'ONU : vers une capacité de réaction rapide. Rapport du Gouvernement du Canada*, septembre 1995, 86 p. ; Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 172*, 22 septembre 1995 ; *Communiqué no 176*, 26 septembre 1995 et *Déclaration no 95/53*, 26 septembre 1995.

15. *Le Devoir*, 28 septembre 1995, p. A7 ; *The Globe and Mail*, 26 septembre 1995, p. A9 et 27 septembre 1995, p. A8.

La 50<sup>e</sup> Assemblée générale de l'ONU a également été marquée par la gravité de la crise financière dans laquelle se retrouve l'Organisation. Plusieurs pays membres ont accusé, parfois ouvertement, les principaux pays débiteurs de ne pas respecter leurs obligations financières envers l'ONU. À cet égard, le Canada appuie la proposition du Secrétaire général de créer un groupe de travail sur l'efficacité de l'Organisation et s'est dit prêt à fournir du personnel pour qu'un tel comité voit le jour. L'ONU devrait également, estime le Canada, chercher des moyens d'inciter les États à payer leur dû et trouver une méthode plus équitable pour partager le fardeau financier que l'actuel barème des quotes-parts<sup>16</sup>.

## 2 – La Conférence mondiale sur les femmes

C'est la secrétaire d'État à la Condition féminine et au Multiculturalisme, Mme Sheila Finestone, qui dirigea la délégation canadienne à la 4<sup>e</sup> Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes. Des représentants de plus de 180 pays se réunirent en Chine du 4 au 15 septembre, tandis que les organisations non gouvernementales tinrent un forum parallèle du 30 août au 8 septembre. Malgré des problèmes rencontrés durant la tenue de la Conférence, le Canada s'est réjoui des gains obtenus par les participantes au niveau du plan d'action globale pour l'égalité des femmes. Parmi les réalisations de la Conférence, notons la reconnaissance du viol comme crime de guerre et la reconnaissance des persécutions fondées sur les différences de sexe comme motif pour réclamer le statut de réfugiée. La délégation canadienne avait notamment déployé de nombreux efforts dans ces deux dossiers<sup>17</sup>.

## 3 – La Conférence sur les stocks chevauchants et migrateurs

Le 4 août, le ministre canadien des Pêches et des Océans, M. Brian Tobin, a qualifié de «grand jour» pour l'ONU et le Canada, l'approbation d'une nouvelle convention des Nations Unies sur les stocks chevauchants et migrateurs<sup>18</sup>. Cette convention contient de nouvelles mesures de surveillance de la pêche hauturière qui permettront de protéger les stocks menacés et, pour la première fois, le droit international interdira la pêche non autorisée de ces stocks, rendant ainsi illégale la pêche par des bateaux arborant des pavillons de complaisance. Adopté sans le recours au vote habituellement nécessaire, ce document, qui fait partie de la Convention sur le droit de la mer, devrait être présenté à l'Assemblée générale de l'ONU en octobre. Il entrera en vigueur 30 jours après sa ratification par 30 pays, un processus qui devrait prendre environ deux ans. Le Canada, qui s'est engagé à devenir l'un des premiers

16. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration no 95/23*, 26 septembre 1995; *The Globe and Mail*, 27 septembre 1995, p. A1.

17. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 144*, 24 août 1995, *Communiqué no 164*, 15 septembre 1995 et *Déclaration no 95/48*, 6 septembre 1995; *The Globe and Mail*, 7 septembre 1995, p. A7, 8 septembre 1995, p. A9 et 14 septembre 1995, p. A8.

18. Pêches et Océans Canada, *Communiqué no C-AC-95-94F*, 4 août 1995; *The Globe and Mail*, 4 août 1995, pp. A1-A4; *Le Devoir*, 4 août 1995, p. A3 et 5-6 août 1995, p. A4.

signataires de cette convention, a participé activement à l'élaboration de son contenu avec l'aide de l'Argentine, de l'Islande, du Chili, du Pérou, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande et de l'Indonésie.

#### 4 – L'OMC

En plus d'avoir porté devant l'OMC son différend avec la France sur l'étiquetage des pétoncles (cf. section France), le gouvernement canadien a aussi demandé, ce trimestre, la création de commissions dans le dossier des droits de l'Union européenne sur les céréales et celui des taxes japonaises sur les alcools. Dans les deux cas, des consultations tenues en juillet n'avaient pu donner de résultats. On évalue à 280 millions de dollars les exportations de blé canadien en Europe et à 32 millions les exportations de whisky canadien au Japon<sup>19</sup>.

#### 5 – La Francophonie

Le Canada était l'hôte, du 19 au 22 septembre, d'une rencontre internationale francophone sur la prévention des conflits, un champ d'action dans lequel la Francophonie n'a pas encore eu à jouer un rôle prépondérant. Afin de pallier cette lacune, les représentants canadiens ont recommandé plusieurs mesures, dont la mise en place d'un comité ministériel restreint pouvant appuyer les initiatives dans ce domaine et fournir l'impulsion politique nécessaire à leur développement. Le Canada souhaite également que l'AIPLF (Assemblée internationale des parlementaires de langue française) soit mise à contribution et que les discussions issues de cette première rencontre aboutissent à une déclaration solennelle lors du prochain Sommet francophone<sup>20</sup>.

D'autre part, le Sommet francophone approchant à grands pas, les préparatifs entourant cet événement s'accéléraient. La secrétaire d'État française chargée de la Francophonie, Mme Margie Sudre, s'est rendue au Québec, au Nouveau-Brunswick et à Ottawa en septembre afin de discuter de l'ordre du jour du Sommet<sup>21</sup>.

### F — Les relations canado-américaines

#### 1 – La visite du ministre du Commerce international

Le 8 septembre, le ministre canadien du Commerce international, M. Roy MacLaren, s'est rendu à Boston rencontrer des gens d'affaires de la Nouvelle-Angleterre. M. MacLaren a alors de nouveau exprimé son inquiétude devant

19. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 166*, 15 septembre 1995 ; *The Globe and Mail*, 19 septembre 1995, p. B6.

20. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 165*, 15 septembre 1995 et *Déclaration no 95/50*, 20 septembre 1995.

21. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 155*, 5 septembre 1995.

l'ampleur du protectionnisme américain et a invité les chefs d'entreprises, auxquels il s'adressait, à exercer des pressions au sein du Congrès américain pour faire avancer le dossier de l'expansion rapide de l'ALENA et contrer l'adoption de mesures protectionnistes<sup>22</sup>.

## 2 – Les relations commerciales

La part grandissante du marché du bois d'œuvre détenu par le Canada inquiétait les producteurs américains ce trimestre. Des représentants des gouvernements et des industries du bois des deux pays se sont rencontrés en juillet et en septembre pour discuter de cette question. Les producteurs américains, qui qualifient de crise l'état actuel de leur marché, espèrent que ces consultations entraîneront des modifications dans les pratiques commerciales canadiennes et songeraient, en cas d'échec, à relancer ce conflit commercial<sup>23</sup>.

Par ailleurs, les États-Unis ont demandé le 14 juillet la formation d'un groupe spécial de l'ALENA pour trancher le différend sur les produits laitiers, avicoles et les ovoproduits assujettis au régime canadien de gestion de l'offre. Rappelons que depuis la création de l'OMC, le Canada a abandonné le régime qui protégeait sa production domestique pour le remplacer par un système de quotas et de tarifs très élevés. Les États-Unis contestent ce geste en rappelant que l'ALENA empêche l'introduction de nouveaux tarifs. Il s'agit du premier conflit à émerger dans le cadre du chapitre 20 de l'ALENA qui a trait à l'interprétation de l'accord<sup>24</sup>.

Enfin, le Canada s'est réjoui le 12 septembre, de la fin des contingents tarifaires américains qui, depuis un an, visaient les exportations de blé canadien vers les États-Unis. Ces contingents tarifaires avaient été négociés l'an dernier dans l'entente destinée à mettre fin au conflit sur le blé dur<sup>25</sup>.

## 3 – Autres questions

Dans le différend sur la pêche au saumon du Pacifique, le gouvernement canadien a appuyé la demande d'injonction des pêcheurs autochtones des États de Washington et de l'Oregon déposée en août contre les pêcheurs de l'Alaska<sup>26</sup>. Parallèlement à ceci, le Canada et les États-Unis ont désigné, le

22. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration no 95/49*, 8 septembre 1995; *Le Devoir*, 10 septembre 1995, p. C6.

23. *The Globe and Mail*, 5 juillet 1995, pp. B1-B4, 21 septembre 1995, pp. B1-B2 et 30 septembre 1995, p. B2; *Le Devoir*, 7 juillet 1995, p. A5 et 30 septembre 1995, p. C3.

24. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 126*, 14 juillet 1995; *Le Devoir*, 16 juillet 1995, p. B3; *The Globe and Mail*, 10 juillet 1995, pp. A1-A2.

25. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 162*, 12 septembre 1995; *The Globe and Mail*, 13 septembre 1995, pp. B1-B8 et 15 septembre 1995, p. B5; *Le Devoir*, 13 septembre 1995, p. B2.

26. *The Globe and Mail*, 8 août 1995, pp. A1-A2; *Le Devoir*, 3 août 1995, p. A8.



25 août, l'ambassadeur Christopher Beeby de Nouvelle-Zélande comme médiateur dans cette affaire<sup>27</sup>.

D'autre part, la Chambre des représentants a voté en septembre, de façon majoritaire, en faveur d'un renforcement de l'embargo contre Cuba. Bien que la clause qui inquiétait le Canada, sur l'interdiction d'importer du sucre transformé en provenance de Cuba, ait été retirée, d'autres clauses de cette législation préoccupent encore le Canada qui compte poursuivre ses représentations<sup>28</sup>. Le Canada a également suivi de près une autre décision de la Maison-Blanche, cette fois-ci au sujet de l'exploitation pétrolière d'un parc naturel chevauchant le Yukon et l'Alaska. Le président Clinton, qui doit rendre une décision sous peu, semblait en fin de trimestre vouloir s'opposer à ce projet, ce qui satisferait les autorités canadiennes<sup>29</sup>.

## G — Le Canada et l'espace européen

### 1 — La France

Un différend commercial éclata en juillet entre le Canada et la France. À la demande du Canada, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) forma un comité chargé d'examiner les modifications apportées par la France à la réglementation concernant l'étiquetage des pétoncles. Ces modifications nuiraient aux exportations canadiennes qui dépassaient, avant l'entrée en vigueur des nouvelles normes, 10 millions de dollars par année<sup>30</sup>.

Des tensions politiques ont aussi affecté les relations franco-canadiennes à la suite de la levée du moratoire français sur les essais nucléaires dans le Pacifique Sud. Le Canada déplora en juillet l'arraisonnement d'un navire appartenant à Greenpeace, le *Rainbow Warrior II*<sup>31</sup>, puis condamna, le 5 septembre, la tenue du premier essai nucléaire<sup>32</sup>. Quelques jours plus tard, le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, s'est rendu à Paris, où il devait aborder ce sujet et d'autres thèmes tels que la situation en ex-Yougoslavie et l'avenir politique du Québec<sup>33</sup>.

### 2 — L'Irlande

Secondé par une délégation de gens d'affaires, le premier ministre d'Irlande, M. John Bruton, a effectué une visite officielle au Canada du 11 au 14 septem-

27. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 150*, 25 août 1995.

28. *The Globe and Mail*, 22 septembre 1995, p. A11.

29. *The Globe and Mail*, 18 septembre 1995, pp. B1-B5.

30. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 129*, 19 juillet 1995; *Le Devoir*, 20 juillet 1995, p. B2.

31. *The Globe and Mail*, 11 juillet 1995, p. A6; *Le Devoir*, 11 juillet 1995, p. A5.

32. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 156*, 5 septembre 1995.

33. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 169*, 19 septembre 1995.

bre. En plus des thèmes économiques, il a également été question, lors de cette visite, de l'appui que le Canada pourrait apporter aux démarches de paix en Irlande du Nord. L'aide canadienne pourrait prendre la forme d'une participation à une commission internationale chargée de superviser le désarmement des forces paramilitaires<sup>34</sup>.

### 3 – Discussions ministérielles sur le commerce avec l'Europe

Profitant de son séjour en Europe (cf. section ONU), le ministre des Affaires étrangères du Canada a exploré avec ses hôtes européens les moyens de développer davantage la coopération transatlantique<sup>35</sup>. Son collègue, le ministre du Commerce international, a également consacré à ce thème une visite en Finlande et en Suède, du 18 au 21 juillet<sup>36</sup>, avant de revoir, en septembre à Ottawa, son homologue suédois pour approfondir ce dossier<sup>37</sup>.

### 4 – La surpêche, l'OPANO et l'Espagne

Le conflit sur la pêche au flétan noir dans l'Atlantique Nord ne marqua pas autant l'actualité cet été. Le Canada ne porta que quelques accusations de pêche illégale contre des navires espagnols<sup>38</sup> en notant avec satisfaction une diminution importante du nombre de navires dans la zone des Grands Bancs. Quant à la réunion officielle de l'OPANO, qui se tenait en Nouvelle-Écosse du 12 au 15 septembre, elle déboucha sur l'adoption de mesures de surveillance similaires à celles de l'entente intervenue entre le Canada et l'Union européenne qui avait mis un terme à la crise du flétan<sup>39</sup>. Ainsi, dès le 1<sup>er</sup> janvier 1995, les 15 membres de l'OPANO pêchant dans la zone litigieuse auront à leur bord un observateur indépendant. Le partage des quotas va aussi dans le sens de l'entente Canada-Union européenne.

Par ailleurs, le Canada a désigné en septembre M. Philippe Kirsch pour défendre sa cause devant la Cour internationale de justice de La Haye. Rappelons que l'Espagne a déposé une requête en mars après l'arraisonnement d'un de ses chalutiers par le Canada. L'Espagne devra présenter ses conclusions écrites d'ici le 29 septembre 1995 tandis que le Canada aura jusqu'au 29 février 1996 pour répondre à ce document<sup>40</sup>.

34. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 11 septembre 1995; *The Globe and Mail*, 13 septembre 1995, p. A8.

35. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 154*, 30 août 1995.

36. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 121*, 10 juillet 1995.

37. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 171*, 20 septembre 1995 et *Déclaration no 95/51*, 22 septembre 1995.

38. *Le Devoir*, 4 juillet 1995, p. A3; *The Globe and Mail*, 29 juillet 1995, p. A3.

39. Pêches et Océans Canada, *Communiqué no C-AC-95-106-F*, 12 septembre 1995 et *Communiqué no C-AC-95-108-F*, 15 septembre 1995; *The Globe and Mail*, 16 septembre 1995, p. A4.

40. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 158*, 7 septembre 1995.

## 5 – Aide au développement et aide économique à des pays européens

L'ACDI a signé en août avec l'Université de l'Alberta une entente appuyant la réforme de l'enseignement du droit en Ukraine<sup>41</sup>. Ce projet accorde une contribution de 1,5 million de dollars à l'Ukraine pour répondre à ses besoins urgents d'avocats familiarisés avec le droit international. D'autre part, l'ACDI a accordé à la Pologne 952 000 dollars pour appuyer la restructuration de l'aviation civile en Pologne<sup>42</sup>. Enfin, soulignons que les trois accords commerciaux signés l'an dernier entre le Canada et l'Ukraine prenaient effet en août à l'occasion du 4<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de ce pays<sup>43</sup>.

## 6 – Le conflit en ex-Yougoslavie

La situation en ex-Yougoslavie a considérablement évolué, ce trimestre, avec la chute de zones protégées par l'ONU, l'offensive croate en Krajina, les frappes massives de l'OTAN et les négociations de paix menées par les États-Unis. Durant ces développements, le Canada a exprimé sa profonde indignation à l'égard de l'agression commise par les forces serbes bosniaques contre les zones protégées de l'ONU<sup>44</sup> et l'exode de dizaines de milliers de réfugiés qui en résulta. Il a fourni 1 million de dollars pour venir en aide aux personnes déplacées en juillet<sup>45</sup> et 1,5 million supplémentaire en septembre<sup>46</sup>. Les affronts contre l'ONU et ses représentants se multipliant, la communauté internationale réagit en optant pour l'usage de la force. Le gouvernement canadien appuya la décision d'user de ripostes aériennes lors de la conférence de Londres à laquelle il participa, le 21 juillet<sup>47</sup>. Le processus diplomatique se poursuivait néanmoins par l'entremise des États-Unis, une autre initiative que le Canada encouragea fermement<sup>48</sup>. Ceci n'empêcha toutefois pas le gouvernement canadien de blâmer la décision du Sénat américain de lever unilatéralement l'embargo sur les envois d'armes en Bosnie<sup>49</sup> et de manifester une certaine impatience devant son rôle diplomatique éloigné des négociations de paix et son exclusion du Groupe de contact. Le chef de la diplomatie canadienne proposa, sans résultat, de revitaliser le processus de paix en impliquant de nouveaux pays et dépêcha à Washington deux fonctionnaires de haut rang

41. Agence canadienne de développement international, *Communiqué no 95-23*, 23 août 1995.

42. Agence canadienne de développement international, *Communiqué no 95-26*, 12 septembre 1995.

43. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 146*, 24 août 1995.

44. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 14 juillet 1995.

45. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 125*, 13 juillet 1995.

46. Agence canadienne de développement international, *Communiqué no 95-24*, 5 septembre 1995.

47. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 152*, 30 août 1995 ; pour l'appui du Canada à l'égard de l'utilisation des missiles Tomahawks, voir *The Globe and Mail*, 11 septembre 1995, pp. A1-A9.

48. Voir Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 140*, 19 août 1995.

49. *Le Devoir*, 26 juillet 1995, p. A4 et 27 juillet 1995, p. A3.

pour suivre l'évolution du plan de paix américain<sup>50</sup>. De son côté, le premier ministre Chrétien a déclaré que la persistance du conflit en ex-Yougoslavie était imputable à l'attitude de certains pays davantage préoccupés par la protection de leurs intérêts nationaux que par la quête d'une solution<sup>51</sup>.

Tout comme en Bosnie, la situation en Croatie a été considérablement modifiée. En août, l'offensive croate dans la région de la Krajina, immédiatement condamnée par le Canada<sup>52</sup>, a cependant rendu caduque sur le terrain la mission de l'ONU en Croatie et, devant cette nouvelle réalité, l'ONU autorisa les pays fournisseurs de troupes à réduire leurs forces dans la région. Le Canada entama sans plus tarder le retour progressif de ses 800 Casques bleus dont le mandat expirait à la fin de septembre. Le rapatriement du 2<sup>e</sup> Bataillon du Royal 22<sup>e</sup> Régiment de Valcartier débuta le 6 septembre. Quant au 5<sup>e</sup> Bataillon de service, il revint au pays selon l'échéancier prévu et sera remplacé par le 1<sup>er</sup> Bataillon de service qui fournira un appui logistique pour le personnel encore en poste dans la région<sup>53</sup>.

## H — Le Canada, l'Amérique latine et les Antilles

### 1 – Haïti

Les résultats officiels des élections législatives haïtiennes du 25 juin étaient connus au début de juillet. À l'instar des autres membres de la mission de l'ONU en Haïti, le gouvernement canadien s'est déclaré satisfait de cette première étape vers la stabilité démocratique et a offert son aide pour que les problèmes organisationnels survenus dans certaines parties du pays lors des élections soient réglés avant le retour aux urnes pour les présidentielles de décembre<sup>54</sup>.

### 2 – La Trinité-et-Tobago

La Trinité-et-Tobago et le Canada ont signé le 11 septembre deux accords renforçant leurs relations commerciales et financières. L'un porte sur la protection des investissements étrangers, une première entre le Canada et un pays des Antilles, tandis que l'autre révisé la convention sur la double imposition et l'évasion fiscale. Ces documents ont été paraphés lors de la visite à Toronto de M. Gordon Draper, le ministre des Affaires étrangères de ce pays. Le lende-

50. *Le Devoir*, 11 août 1995, p. A7 et 16 août 1995, p. A1; *The Toronto Star*, 12 août 1995, p. A20.

51. Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 5 juillet 1995; *The Globe and Mail*, 6 juillet 1995, pp. A1-A3; *Le Devoir*, 6 juillet 1995, pp. A1-A8.

52. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 4 août 1995.

53. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 6 septembre 1995; *Le Devoir*, 10 août 1995, p. A2; *The Globe and Mail*, 19 août 1995, pp. A1-A2.

54. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 124*, 13 juillet 1995.

main, M. Draper s'est rendu à Ottawa rencontrer son homologue canadien pour approfondir d'autres dossiers bilatéraux<sup>55</sup>.

### 3 – Aide humanitaire

Après qu'un ouragan eut frappé les îles de Saint-Kitts-et-Nevis, Antigua-et-Barbuda et Montserrat dans les Antilles, l'ACDI versait 200 000 \$ en réponse à l'appel lancé par l'organisation panaméricaine de la santé afin d'assurer un approvisionnement en eau potable et les réparations d'urgence<sup>56</sup>.

## I — Le Canada et le Moyen-Orient

Le processus de paix au Moyen-Orient a été marqué, ce trimestre, par la signature à Washington, le 28 septembre, de l'accord sur la mise en œuvre de la seconde phase de l'autonomie palestinienne en Cisjordanie. Le ministre des Affaires étrangères du Canada, qui assista à cette cérémonie, a salué cet événement en soulignant la détermination soutenue des chefs israéliens et palestiniens en faveur de la paix<sup>57</sup>. Rappelons qu'en juillet et en août, d'autres attentats à la bombe, unanimement condamnés, avaient tenté de faire déraiper les négociations de paix<sup>58</sup>.

## J — Le Canada et l'Afrique (Sud du Sahara)

### 1 – L'Afrique australe

Du 13 au 22 septembre, la secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), Mme Christine Stewart, entreprenait en Zambie une tournée qui la mena par la suite au Malawi, au Mozambique et au Swaziland. Cet itinéraire incluait également de brèves escales au Zimbabwe et en Afrique du Sud. La tournée de Mme Stewart devait lui permettre d'évaluer sur place les façons dont le Canada pourrait aider les pays d'Afrique australe dans leur cheminement vers l'autosuffisance et la stabilité politique. Elle donna ainsi le coup d'envoi à plusieurs projets d'aide dont un programme de gestion des milieux humides<sup>59</sup>.

55. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 160*, 7 septembre 1995.

56. Agence canadienne de développement international, *Communiqué no 95-25*, 7 septembre 1995.

57. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 178*, 27 septembre 1995.

58. Voir Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 133*, 24 juillet 1995 et *Communiqué no 141*, 21 août 1995.

59. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 159*, 7 septembre 1995; Agence canadienne de développement international, *Communiqué no 95-22*, 18 août 1995.

## 2 – L'Afrique du Sud

La visite du président sud-africain, M. Nelson Mandela, initialement prévue du 25 au 27 octobre, a été remise à une date ultérieure, apprenait-on ce trimestre. M. Mandela, dont il se serait agi de la première visite au Canada depuis son élection, a reporté son séjour en raison de la crise constitutionnelle dans son pays<sup>60</sup>.

## 3 – Le Burkina Faso

Accompagné de plusieurs membres de son cabinet, le président du Burkina Faso, M. Blaise Compaoré, a séjourné au Canada du 4 au 9 juillet. Le développement économique, la démocratisation de son pays et la Francophonie ont figuré au nombre des sujets discutés par M. Compaoré avec le premier ministre Chrétien, le ministre Ouellet et la présidente de l'ACDI, Mme Huguette Labelle. Le Président burkinabé s'est ensuite rendu au Québec et au Nouveau-Brunswick<sup>61</sup>.

## K — Le Canada, l'Asie et l'Océanie

### 1 – L'ASEAN

Le ministre des Affaires étrangères dirigeait la délégation canadienne à la Conférence post-ministérielle de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) qui avait lieu au Brunei au début d'août. Il assistait ensuite au 2<sup>e</sup> Forum régional de l'ASEAN consacré à la sécurité régionale, une assise qui réunit les ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN, leurs partenaires du Dialogue et leurs homologues de la Chine, de la Russie, du Laos, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et du Cambodge<sup>62</sup>. On retiendra de cette participation la prise de position canadienne supportant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans le Pacifique Sud<sup>63</sup> et l'annonce d'un projet conjoint avec Singapour afin d'aider les représentants du Cambodge, du Laos et du Vietnam à perfectionner leur maîtrise de la langue anglaise ce qui facilitera leur intégration au sein des instances de l'ASEAN<sup>64</sup>. De plus, le Canada continuera de coprésider avec la Malaysia des séminaires sur le maintien de la paix et de contribuer aux ateliers sur la mer de Chine méridionale<sup>65</sup>.

60. *Le Devoir*, 27 septembre 1995, p. A6; *The Globe and Mail*, 29 septembre 1995, p. A11.

61. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 29 juin 1995.

62. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no. 131*, 21 juillet 1995.

63. *The Toronto Star*, 3 août 1995, p. A17.

64. *The Globe and Mail*, 3 août 1995, p. A6.

65. Voir Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration no 95/45*, 8 août 1995.

## 2 – L'Australie

L'Australie et le Canada poursuivaient encore cet été les discussions amorcées depuis le début de l'année pour marquer le centenaire des relations commerciales entre les deux pays. Dans cet élan, le ministre australien du Commerce international, M. Bob McMullan, s'est rendu à Ottawa et Toronto du 23 au 25 juillet<sup>66</sup>. Cette visite lui a notamment permis de figurer les détails d'un accord sur le commerce et l'investissement devant être signé sous peu. De son côté, le Canada dépêcha son ministre des Affaires étrangères en Australie à la fin de juillet. Ici encore, le renforcement des relations bilatérales a été étudié, thème auquel se sont ajoutées des discussions sur les essais nucléaires de la France dans le Pacifique et la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies<sup>67</sup>.

## 3 – L'Indonésie

Le secrétaire d'État de l'Asie-Pacifique, M. Raymond Chan, a effectué, du 24 au 29 juillet, une visite en Indonésie. Lors de son passage à Djakarta, M. Chan a été l'hôte du ministre des Affaires étrangères et s'est aussi entretenu avec les ministres chargés des finances, de l'environnement, des mines et de l'énergie, du tourisme et des télécommunications. Par la suite, M. Chan s'est rendu à Surabaya rencontrer des gens d'affaires et s'entretenir avec le nouveau consul honoraire du Canada en Indonésie, M. Alim Markus. La visite de M. Chan a également donné lieu à la signature de deux protocoles d'entente, l'un portant sur la réforme du secteur de services financiers en ce qui a trait aux pensions, aux assurances et aux recettes non fiscales et l'autre portant sur la coopération environnementale<sup>68</sup>.

## 4 – Singapour

Lors d'un séjour au Canada, du 11 au 14 septembre, le Premier ministre de Singapour, M. Goh Chok Tong, a rencontré plusieurs représentants politiques provinciaux, des gens d'affaires et son homologue canadien, M. Chrétien. Si un éventail de questions politiques ont été abordées lors de ces discussions, les enjeux du commerce international ont toutefois reçu une attention particulière et M. Goh a vivement invité les entreprises canadiennes à participer sans plus tarder au développement économique de son pays<sup>69</sup>.

66. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 130*, 19 juillet 1995.

67. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 131*, 21 juillet 1995; *The Japan Economic Newswire*, 28 juillet 1995; *The Gazette*, 28 juillet 1995, p. B11.

68. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 132*, 21 juillet 1995 et *Déclaration no 95/44*, 27 juillet 1995.

69. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 7 septembre 1995; *The Globe and Mail*, 13 septembre 1995, p. A8; *Le Devoir*, 14 septembre 1995, p. A4.

## 5 – Autres questions

D'autres événements attirèrent l'attention du Canada ce trimestre dans la région Asie-Pacifique. En août, le gouvernement a salué la proposition faite par le gouvernement sri-lankais de créer un nouvel ordre politique qui établirait une «Union des régions» dotée de pouvoirs étendus<sup>70</sup>. La reprise du conflit civil au Sri Lanka, commencée le 19 avril, avait profondément déçu les autorités canadiennes. Le Canada a également suivi de près la prise d'otages occidentaux, et le meurtre d'un de ceux-ci, par un groupe politique extrémiste au Cachemire. Il a fait pression pour que le problème du Cachemire soit réglé au moyen d'un dialogue soutenu entre l'Inde et le Pakistan<sup>71</sup>. Enfin, à l'instar de nombreux autres pays, le Canada s'est réjoui, le 11 juillet, de la décision du régime militaire de la Birmanie de libérer Aung San Suu Kyi assignée à résidence depuis six ans. Le ministre des Affaires étrangères a dit espérer que cette libération constitue «un premier pas vers la réconciliation nationale et la réforme démocratique<sup>72</sup>».

## L — Chronologie thématique\*

*Le Canada et le Nigéria*

18 juillet :

A l'issue des procès secrets tenus au Nigéria et des sentences de peine capitale qui en ont résulté, le gouvernement canadien met en doute la crédibilité des sentences rendues et demande aux autorités en place d'agir selon la loi et le respect des droits de la personne. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 128*, 18 juillet 1995)

*Autre essai nucléaire chinois*

16 août :

Deux semaines après l'appel lancé lors du Forum régional de l'ASEAN contre les essais nucléaires, la Chine procède à un autre essai nucléaire. Le Canada émet un communiqué dans lequel il exprime sa désapprobation. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 139*, 17 août 1995)

*Aide canadienne au Bangladesh*

2 septembre :

On apprend que le gouvernement canadien versera 60 millions de dollars au Bangladesh pour créer, au cours des trois prochaines années, quelque

70. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 137*, 8 août 1995 et *Communiqué no 122*, 10 juillet 1995.

71. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 138*, 14 août 1995.

72. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 123*, 11 juillet 1995.

\* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.



50 000 emplois pour des femmes. L'administration de ce programme sera confiée au gouvernement bengali et un mémorandum d'entente a été signé à cet effet à Dacca. (*The Globe and Mail*, 2 septembre 1995, p. A4)

*2<sup>e</sup> forum national sur les relations internationales*  
10 et 11 septembre :

Le deuxième forum national annuel sur les relations internationales du Canada se tient à Toronto et a pour thème : le Canada et les institutions internationales. (Gouvernement du Canada, *Communiqué no 153*, 30 août 1995 ; Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 11 septembre 1995)

*Tournée asiatique de la ministre de l'Environnement*  
mi-septembre :

La vice-première ministre et ministre de l'Environnement, Mme Sheila Copps, se rend au Japon, en Corée du Sud, en Thaïlande et en Malaysia, où elle accompagne des compagnies canadiennes œuvrant dans le secteur environnemental. Plusieurs contrats commerciaux sont alors signés. (*Le Devoir*, 10 septembre 1995, p. C6)

*Visites de dignitaires étrangers*

30 juillet au 3 août : Le ministre du Pétrole et des Ressources naturelles du Pakistan visite l'Ouest canadien pour examiner avec des entreprises canadiennes les possibilités de coopération et d'investissements dans le secteur pétrolier (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 135*, 27 juillet).

18 au 20 septembre : Le ministre cambodgien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale effectue une visite au Canada pour discuter de diverses questions politiques et économiques (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 168*, 18 septembre 1995).

27 septembre au 28 septembre : Le Secrétaire général du Commonwealth est de passage à Ottawa afin de discuter de la Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth qui se tiendra en novembre prochain (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 195*, 26 septembre 1995).

28 septembre au 2 octobre : La visite de Mme Anita Gradin, la Commissaire européenne à l'Immigration et aux Affaires intérieures et judiciaires vise à témoigner du renforcement des liens transatlantiques entre le Canada et l'Europe (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 179*, 28 septembre 1995).

*Représentations officielles*

8 juillet : Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M. Sergio Marchi, assiste à l'investiture du président élu de l'Argentine, M. Carlos Menem (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 6 juillet 1995).

28 juillet : Le député Raymond Bonin représente le gouvernement canadien à la cérémonie d'investiture du président élu du Pérou, M. Alberto Fujimori (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 27 juillet 1995).

#### *Nominations diplomatiques et autres*

4 juillet : Le ministre des Affaires étrangères annonce 25 nominations diplomatiques. De ceci, signalons que les nominations d'ambassadeurs en Uruguay et au Panama le sont à titre de chefs de nouveaux bureaux qui auront comme principal mandat la promotion des intérêts économiques canadiens et que les nominations en Équateur et au Mali ont pour but de hausser le niveau de la représentation canadienne dans ces pays (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 119*, 4 juillet 1995).

28 juillet : La leader autochtone canadienne, Rosemarie Kuptana, est élue à la présidence de la Conférence inuit circumpolaire (*Le Devoir*, 31 juillet 1995, p. A2).

23 août : Huit autres nominations diplomatiques sont rendues publiques. Parmi celles-ci, notons la désignation de M. Graham Green en Croatie et M. Christopher Westdal en Ukraine (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 143*, 23 août 1995).

8 septembre : Mme Adèle Hurley, M. Pierre Béland et M. Calvin Francis Murphy sont nommés commissaires de la section canadienne de la Commission mixte internationale (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 161*, 8 septembre 1995).

## **II – Les relations extérieures du Québec**

(juillet à septembre 1995)

### **A — Aperçu général**

Le gouvernement péquiste se consacrait presque entièrement, ce trimestre, à la préparation du référendum sur l'avenir politique du Québec qui aura lieu le 30 octobre 1995. La Déclaration de souveraineté a été rendue publique lors d'une cérémonie officielle le 6 septembre et le libellé de la question référendaire, adopté par l'Assemblée nationale, le 20 septembre, après un débat de 35 heures. Par la suite, l'Assemblée nationale a ajourné ses travaux jusqu'au 28 novembre. Accaparés par les préparatifs de la campagne référendaire qui débutera le 1<sup>er</sup> octobre, les représentants politiques québécois n'ont effectué que de rares visites et reçu peu de dignitaires étrangers. La Francophonie fit cependant exception en raison de l'imminence du prochain Sommet francophone.

### **B — Les relations économiques et commerciales**

Devant les membres du cercle de la finance internationale, le ministre des Affaires internationales, M. Bernard Landry, a expliqué les principales mesures